

422241-2026 - Konkurrencevilkår

Frankrig – Filmfremvisning – Concession de service public pour l'exploitation et la gestion du cinéma "CINEMARINE"

OJ S 117/2026 19/06/2026

Udbuds- eller koncessionsbekendtgørelse – standardordningen

Tjenesteydelser

1. Køber

1.1. Køber

Officielt navn: Commune de Benodet

E-mail: marches@benodet.fr

Køberens retlige status: Lokal myndighed

Den ordregivende myndigheds aktivitet: Generelle offentlige tjenesteydelser

2. Procedure

2.1. Procedure

Titel: Concession de service public pour l'exploitation et la gestion du cinéma "CINEMARINE"

Beskrivelse: La présente consultation a pour objet l'attribution d'une convention de délégation de service public, d'une durée de 5 ans, pour la gestion et l'exploitation du cinéma "

CINEMARINE ". Ce marché n'est pas divisé en lot.

Identifikator for proceduren: 26d52ed3-b530-4952-984d-c824589a6a42

Intern ID: DSP 2026-01-01

Udbudsprocedure: Offentligt udbud

2.1.1. Formål

Kontraktens hovedformål: Tjenesteydelser

Primær klassifikation (cpv): 92130000 Filmfremvisning

2.1.2. Udførelsessted

Postadresse: Corniche de la Plage

By: Bénodet

Postnummer: 29950

Landsdel (NUTS): Finistère (FRH02)

Land: Frankrig

2.1.3. Værdi

Anslået værdi eksklusiv moms: 900 000,00 EUR

2.1.4. Generelle oplysninger

Retsgrundlag:

Direktiv 2014/23/EU

2.1.6. Udelukkelsesgrunde

Kilder til grundlag for udelukkelse: Udbudsdokument

5. Delkontrakt

5.1. Delkontrakt: LOT-0001

Titel: Concession de service public pour l'exploitation et la gestion du cinéma "Cinémarine"
Beskrivelse: Concession de service public pour l'exploitation et la gestion du cinéma "Cinémarine"
Intern ID: DSP 2026-01-01

5.1.1. Formål

Kontraktens hovedformål: Tjenesteydelser
Primær klassifikation (cpv): 92130000 Filmfremvisning

5.1.2. Udførelsessted

Postadresse: Corniche de la plage
By: Bénodet
Postnummer: 29950
Landsdel (NUTS): Finistère (FRH02)
Land: Frankrig

5.1.3. Anslået varighed

Startdato: 01/01/2027
Varighed: 60 Måneder

5.1.6. Generelle oplysninger

Reserveret deltagelse:

Deltagelse uden forbehold.

Offentligt udbudsprojekt, der finansieres helt eller delvist med EU-midler

Yderligere oplysninger: Communication : L'accès aux documents du marché : www.bretagne-marchespublics.com Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être

obtenues : le ou les point(s) de contact susmentionné(s) Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées : au(x) point(s) de contact susmentionné(s) Cette concession ne peut pas faire l'objet d'une reconduction et n'est pas renouvelable. La Commission de délégation de service public dressera la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (art. L. 5212-1 à L. 5212-4 du Code du Travail), et de l'aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public. 1) Conditions de participation 1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession 1. Lettre de candidature ou DC1, datée et signée du dirigeant, accompagnée des documents l'habilitant à la signature (en cas de groupement, nom des membres, identité du mandataire, preuves de l'habilitation du mandataire) ; 2. Déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation du contrat de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-11, et à l'ensemble des conditions soumises aux articles R. 3123-16 à R. 3123-19 du code de la commande publique 3. S'agissant d'une procédure, les candidats doivent produire, chacun en ce qui le concerne, l'ensemble des pièces visées dans l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 4 CCP) fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, et plus globalement tout élément de nature à établir qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner ; 4. Les documents suivants relatifs à la situation propre des opérateurs économiques : a) Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise candidate ; b) Un justificatif datant de moins de trois mois de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait Kbis) ou pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de

déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ; c) Si une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire a été ouverte, le candidat produit la copie des décisions de justice afférente à cette procédure. 1.2) Capacité économique et financière Les candidats doivent produire une déclaration sur l'honneur concernant, d'une part le chiffre d'affaire global et, d'autre part, le chiffre d'affaire concernant les prestations similaires à celles auxquelles se réfère la présente consultation, réalisés au cours des trois (3) derniers exercices Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen approprié. En cas de groupement, ces documents sont exigés pour chaque membre du groupement. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du contrat. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. 1.3) Capacité technique et professionnelle 1. Une note descriptive des moyens humains et matériels du candidat comprenant notamment les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois (3) dernières années ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois (3) ans ; 2. Une note présentant l'aptitude du candidat à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public ; 3. Une liste des prestations de même nature que les prestations objets de la consultation. L'opérateur économique candidat peut apporter la preuve de ses capacités techniques et professionnelles par des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants ou par tout moyen jugé équivalent. En cas de groupement, ces documents sont exigés pour chaque membre du groupement. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du contrat. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. Les candidats sont autorisés à présenter une copie des certificats, documents et justificatifs susvisés. Les candidats étrangers devront satisfaire les mêmes exigences au regard de règles d'effet équivalent dans leur pays. Les formulaires DC1, DC2 ou DUME peuvent être utilisés, ils sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj>. Conditions d'exécution de la concession La rémunération du concessionnaire s'effectuera directement par les recettes commerciales tirées de l'exploitation du restaurant.

5.1.9. Udvalgelseskriterier

Kilder til udvalgelseskriterier: Udbudsdokument

5.1.11. Tilbudsdokumenter

Adresse på udbudsdokumenterne: https://mairiebenodet.bretagne-marchespublics.com/pack/annonce_marche_public_11478_1167090.html

5.1.12. Tilbudsvilkår

Vilkår for indgivelse:

Elektronisk indgivelse: Påkrævet

Sprog, som tilbud og ansøgninger om deltagelse kan indgives på: fransk

Frist for modtagelse af tilbud: 28/07/2026 17:00:00 (UTC+02:00) østeuropæisk tid, centraleuropæisk sommertid

Betingelser for kontraktens udførelse:

Udførelsen af kontrakten skal ske inden for rammerne af programmer for beskyttet beskæftigelse: Nej

Vilkår relateret til kontraktens udførelse: Le concessionnaire assurera l'exploitation, la gestion, du cinéma à ses risques et périls et assurera la continuité du service public, l'accueil des usagers, dans le respect des principes généraux d'exploitation, mise en oeuvre d'une politique

d'accompagnement des publics, commercialisation, promotion du cinéma, organisation d'événements culturels/événementiels, notamment 2 manifestations de type ciné-concert organisées par le casino en partenariat avec le cinéma, exploitation de toutes activités de services accessoires au service public délégué, reprise du personnel de l'actuel délégataire en application de l'article L. 1224-1 du code du travail, acquisition et renouvellement du mobilier nécessaire à l'exploitation, mise en oeuvre d'une stratégie commerciale, maintenir et conforter la mise en réseau avec les partenaires locaux, respect en tous points des dispositions législatives et réglementaires, entretien de l'ensemble des ouvrages, gestion administrative, financière et comptable.

5.1.16. Yderligere oplysninger, mægling og gennemgang

Organisation med ansvar for mægling: Tribunal Administratif de Rennes

Organisation med ansvar for klager: Tribunal Administratif de Rennes

Oplysninger om klagefrister: Informations complémentaires - Procédure " ouverte " en application de la jurisprudence du Conseil d'Etat Corsica Ferries (CE, 15 décembre 2006, req. n° 298618). - Conditions de remise des candidatures : remise des dossiers par voie électronique obligatoire et déposée sur l'adresse du profil acheteur mentionnée au point I.1).

Aucun envoi n'est autorisé par voie papier, par courriel ou par télécopie. - L'autorité habilitée à signer la convention, après avis de la CDSP, négociera avec un ou des candidats, et saisira l'assemblée délibérante du choix du concessionnaire et du projet de contrat de DSP 2 mois au moins après la date d'ouverture des plis contenant les offres par la CDSP - Forme de groupement autorisé : Solidaire ou Conjoint avec mandataire solidaire Procédures de recours Instance chargée des recours Tribunal Administratif de Rennes Tel : 0223212828 - Fax : 0299635684 Introduction de recours Avant la signature du contrat recours en référé précontractuel (art. L. 551-1 et s du CJA), après ladite signature recours en référé contractuel (art. L. 551-1 et s du CJA) ou recours de pleine juridiction contre le contrat.

Organisation, der leverer supplerende oplysninger om udbudsproceduren: Commune de Benodet

Organisation, der leverer yderligere oplysninger om klageprocedurerne: Tribunal Administratif de Rennes

8. Organisationer

8.1. ORG-0001

Officielt navn: Commune de Benodet

Registreringsnummer: 21290006200010

Postadresse: place du Général de Gaulle

By: BENODET

Postnummer: 29950

Landsdel (NUTS): Finistère (FRH02)

Land: Frankrig

E-mail: marches@benodet.fr

Telefon: +33 298570546

Køberprofil: <https://mairiebenodet.bretagne-marchespublics.com>

Denne organisations roller:

Køber

Organisation, der leverer supplerende oplysninger om udbudsproceduren

8.1. ORG-0002

Officielt navn: Tribunal Administratif de Rennes

Registreringsnummer: 173 500 059 00014

Postadresse: 3, Contour de la Motte

By: Rennes

Postnummer: 35044

Landsdel (NUTS): Ille-et-Vilaine (FRH03)

Land: Frankrig

E-mail: greffe.ta-rennes@juradm.fr

Telefon: 0223212828

Denne organisations roller:

Organisation med ansvar for klager

Organisation, der leverer yderligere oplysninger om klageprocedurerne

Organisation med ansvar for mægling

8.1. ORG-0000

Officielt navn: DEMATIS

Registreringsnummer: 45072478600030

By: Paris

Postnummer: 75015

Landsdel (NUTS): Paris (FR101)

Land: Frankrig

E-mail: contact@dematis.com

Telefon: +33 172365548

Internetadresse: www.dematis.com

Denne organisations roller:

TED eSender

Oplysninger om bekendtgørelsen

Bekendtgørelsens ID: 7f044922-ae90-4d92-9bd6-f0c93a49c16a - 01

Formulartype: Konkurrencevilkår

Bekendtgørelsestype: Udbuds- eller koncessionsbekendtgørelse – standardordningen

Bekendtgørelsesundertype: 19

Afsendelsesdato for bekendtgørelsen: 18/06/2026 10:00:03 (UTC+02:00) østeuropæisk tid, centraleuropæisk sommertid

Bekendtgørelsens officielle sprog: fransk

Bekendtgørelsesnummer: 422241-2026

EUT-S-nummer: 117/2026

Offentliggørelsesdato: 19/06/2026